



Image: Liquid Freeze, Torbein Rønning / Flickr / CC BY-NC-ND 2.0

Rapport de conférence

LE MONDE ENLISÉ DANS LE GAZ : UNIFICATION DE LA RÉSISTANCE NORD-SUD

21-23 septembre 2017, à Bruxelles, organisée par
Corporate Europe Observatory, Counter Balance, Food & Water Europe,
Amis de la Terre Europe, Collectif Gastivists, Powershift e.V Berlin et
Rosa-Luxemburg-Stiftung Bruxelles

présenté par Noëlie Audi-Dor

QUOI, QUI ET POURQUOI

Fin septembre 2017, la Rosa-Luxemburg-Stiftung Bruxelles a organisé une conférence de trois jours intitulée « **Le monde enlisé dans le gaz : unification de la résistance Nord-Sud** ». Plus de 50 participants (des communautés directement concernées, des militants, des ONG, des universitaires et des décideurs politiques) se sont réunis pour discuter des impacts dangereux du gaz, partager leurs expériences et décider des activités internationales à entreprendre pour l'année à venir.

Vidéo « Il est temps de trouver une alternative au gaz »

Ce seconde conférence sur le gaz a réuni beaucoup de personnes parmi celles présentes l'an dernier et a même augmenté le nombre de ses participants. Davantage de militants et de communautés directement concernées étaient invités à y participer. Ces participants venus de milieux différents (ONG, universitaires, décideurs politiques et militants) ont apporté un large éventail de points de vue à la discussion. La diversité géographique des participants a été un élément important qui a contribué à enrichir les débats : les participants venaient d'Afrique du Sud, du Nigeria, du Maroc, de Tunisie, de Russie, d'Ukraine, des États-Unis d'Amérique, de Suède, du Portugal, d'Espagne, de Bruxelles, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, d'Irlande, et beaucoup d'autres encore ont pu se joindre à la conférence.

La Rosa-Luxemburg-Stiftung Bruxelles et al. avait organisé une première conférence sur le gaz en 2016. Cette réunion fructueuse avait rassemblé des acteurs clés, sensibilisé les participants à la science et à la législation relatives au gaz et fait la lumière sur les lacunes faisant encore obstacle à la création d'un mouvement axé sur le gaz. Plusieurs campagnes, coopératives et projets ont été lancés à la suite de cela.

C'est avec un grand regret que certains participants non-européens n'ont pu se rendre à Bruxelles, à cause de restrictions sur les visas. Ces changements de dernière minute ont suscité de la déception et de la frustration. Ce n'est pas la première fois que des personnes se voient refuser l'entrée en Europe, mais cette situation a rappelé à chacun la dureté du système auquel nous sommes confrontés et la profonde intersectionnalité de toutes les luttes.

La conférence était coorganisée par Corporate Europe Observatory, Counter Balance, Food & Water Europe, Les Amis de la Terre Europe, la Coopérative Gastivists, Powershift e.V Berlin et, bien sûr, la fondation Rosa Luxemburg.

La conférence de 2017 avait pour but de :

- Créer une coalition contre les nouvelles infrastructures gazières et importations de GNL;
- S'organiser avec les chaînes d'approvisionnement;
- Découvrir les impacts de l'extraction du gaz;
- Elaborer un contre-discours sur le gaz.

Les participants ont été encouragés à participer activement à la conférence. Différentes méthodologies ont été utilisées pour rendre les séances interactives et pour que les participants puissent passer du temps en plus petits groupes. Le but était aussi de faire de la conférence un espace d'expression confortable et de créer de la confiance et un réseau entre tous les participants.

Un des principaux résultats de la conférence étaient les six axes de travail qui ont été définis comme des priorités pour l'année à venir :

- Les échanges entre communautés;
- Une tournée de conférences;
- Le travail de proximité auprès du mouvement anti-charbon, des groupes sur l'extractivisme et des syndicats;
- L'action collective;
- La recherche;
- L'animation de réseaux.

Les détails du contenu de la conférence et ses résultats sont expliqués ci-après.

JOUR 1...

1 Cartographie des campagnes contre le gaz et des connexions

La conférence, qui réunissait des participants venus du monde entier, a débuté par une séance de cartographie interactive pour savoir qui était présent dans la pièce et comment chacun était relié aux autres. Les participants se sont littéralement servis de la pièce comme d'une carte du monde et se sont positionnés sur cette carte. À l'aide de fils de laine, ils ont ensuite été reliés les uns aux autres. Cet exercice a permis de voir visuellement quelles chaînes d'approvisionnement étaient représentées dans la pièce, qui travaille sur des terminaux méthaniers, qui s'intéresse aux aspects financiers/du marché, etc. Cette séance a non seulement contribué à montrer comment les personnes étaient reliées les unes aux autres par leurs intérêts ou leur localisation, mais aussi comment le gaz circule à travers le monde et comment les pays interagissent.

2 Campagnes et luttes contre le gaz

Lors du premier débat de la conférence, cinq participants ont évoqué leurs campagnes et les combats menés localement. Ce débat a permis de souligner les différents impacts du gaz (depuis l'extraction jusqu'au transport) et a été un courageux témoignage de la résistance des populations locales. **Laura Weis** (PowerShift e.V., Berlin) a animé le débat entre **Nnimmo Bassey** (Health of Mother Earth Foundation), **Melissa Haines** (Middletown Coalition for Community Safety), **Roger Domingo** (Support Centre for Land Change), **Jo Ram** (Platform London) et **Xavier Sol** (Counter Balance).

Nnimmo Bassey a mis l'accent sur la question du brûlage des gaz au Nigeria et apporté des informations sur le pipeline Nigeria-Maroc-Espagne. Ce projet « intéressant et inédit », mené par Chevron et Shell, concerne un méga-pipeline offshore reliant le Nigeria au Maroc le long de la côte. Nnimmo Bassey a décrit la situation du delta du Niger : les actes criminels des compagnies pétrolières et gazières, mais aussi la résistance des pêcheurs, l'importance d'unir les classes sociales et les petites victoires obtenues avec le nettoyage actuel de certaines parties du delta. Il a conclu en soulignant que « de nombreux combats sont menés à travers le monde, avec de nombreuses stratégies différentes, mais nous nous battons tous avec un même objectif : garder les énergies fossiles sous terre ». (Présentation « Luttes autour du pétrole et du gaz au Nigeria »)

Melissa Haines, une militante engagée de Philadelphie, aux États-Unis, a expliqué la situation de sa ville, où un réseau de pipelines est en train d'être construit entre différents quartiers. La préoccupation principale de la ville est la sécurité. Elle a raconté, avec difficulté, que « [son] fils entre dans une école maternelle située à proximité d'un pipeline vieux de 90 ans qui a déjà connu des fuites à 4 reprises ». Elle a insisté sur le fait que les opposants à ces pipelines sont des personnes « normales », des parents, aux convictions politiques diverses. Ils se battent pour leur sécurité, et non pour une raison spécifiquement écologique. Mais la lutte est aussi rude que les conflits d'intérêts entre les décideurs

politiques et l'entreprise de pipelines sont forts. Elle a tiré la sonnette d'alarme en indiquant que cela pourrait se passer dans n'importe quelle ville : « Cela a commencé très normalement ; ils ont annoncé qu'ils allaient juste construire un nouveau pipeline et apporter de l'argent à la communauté ». Les membres de la communauté sont à présent confrontés à la pollution des eaux, à une dévaluation de leurs biens et vivent dans l'incertitude quant au futur.

Roger Domingo, venu d'Afrique du Sud, a commencé par expliquer que « pour nous, c'est un problème de terre et nous voyons la fracturation hydraulique comme une forme d'accaparement des terres ». Il travaille à Karoo, une région dont l'économie repose sur l'agriculture et le tourisme, et où la fracturation hydraulique devrait progresser. Il a souligné les problèmes de la résistance à la fracturation hydraulique. Lorsque le sujet a été abordé pour la première fois en Afrique du Sud, de nombreuses voix se sont élevées pour s'opposer à la fracturation hydraulique, mais ces voix venaient des classes moyennes et pas de Karoo, et encore moins de la classe ouvrière pauvre de Karoo. La communauté de Karoo a décidé de créer une organisation pour notamment faire entendre ses opinions, développer les capacités et participer aux consultations. Roger Domingo a insisté sur l'importance de laisser s'exprimer les personnes directement concernées, et sur le danger à parler en leur nom. Il a conclu comme il a commencé : « Nous sommes des militants des droits fonciers et non des militants écologistes ».

Jo Ram et Xavier Sol travaillent tous les deux sur le Corridor gazier sud-européen, un méga-pipeline de 3 500 km qui acheminera du gaz depuis l'Azerbaïdjan jusqu'en Italie. Ils ont commencé par faire la lumière sur la situation de l'Azerbaïdjan, un état dictatorial déchiré par des scandales de corruption et d'atteinte aux droits de l'homme. Jo Ram a souligné le rôle de BP, principale compagnie pétrolière et gazière britannique, qui utilise cet état répressif pour extraire du gaz pour son compte. Le pipeline doit traverser six pays avant d'arriver en Italie. Le long de son parcours, les accaparements de terres sont monnaie courante et la résistance ne cesse de croître en Grèce et en Italie. En Grèce, des agriculteurs sont victimes des intimidations de la compagnie mais résistent de peur de perdre leur moyen de subsistance. En Italie, la résistance, diverse et menée par la population, est forte depuis plusieurs années. Cette résistance ne cherche pas à négocier un nouvel itinéraire mais se bat contre la construction totale du pipeline. Jo Ram et Xavier Sol nous ont rappelé que ce pipeline suscite plusieurs inquiétudes : les conséquences locales sur les moyens de subsistance, les impacts sur l'environnement, les violations des droits de l'homme et la corruption. L'unanimité politique autour du projet n'est pas surprenante, alors que le lobbyisme féroce des entreprises et de l'Azerbaïdjan est peu à peu révélé. Des prêts phénoménaux allant jusqu'à un milliard de dollars sont étudiés par la Banque européenne d'investissement (BEI) et par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) - une pièce maîtresse du puzzle que de multiples campagnes tentent d'empêcher.

Après le premier débat, huit participants ont tenu un café du monde. Pendant 15 minutes, ils ont présenté le contexte et les campagnes qu'ils ont menées dans leur pays. Cela a été l'occasion pour d'autres participants de se plonger totalement dans un contexte local et de saisir pleinement les similarités et les spécificités des différentes résistances. Les différents pays présentés étaient : la Russie, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Tunisie, les Pays-Bas, la Suède, le Nigeria et le Maroc.

3 L'Union européenne, moteur de la ruée vers le gaz dans le monde

La première journée a continué avec un débat sur le rôle moteur de l'UE dans l'extraction du gaz à travers le monde. **Antoine Simon** (Amis de la Terre Europe) a animé le débat entre **Frida Kieninger** (Food & Water Europe), **Pascoe Sabido** (Corporate Europe Observatory), **Scott Edwards** (Food & Water Watch) et **Alfons Pérez** (Observatory on Debt in Globalisation).

Frida Kieninger a évoqué les discours de l'UE qui décrivent le gaz comme un « combustible propre », essentiel à la transition et à l'acquisition d'une certaine indépendance par rapport à la Russie. Ce discours justifie une augmentation de l'infrastructure gazière à hauteur de 60 %, tout en étant clairement incompatible avec l'Accord de Paris et avec les objectifs 2050 de l'UE concernant le climat et l'énergie. La liste des projets d'intérêt commun a également été présentée comme un processus qui permet de financer des projets gaziers avec des fonds publics. Frida Kieninger a mis l'accent sur les recherches des Amis de la Terre Europe et de Food & Water Europe. Le rapport propose des fiches d'informations sur le gaz (offre, demande et infrastructure) pays par pays (28 états membres). Cette recherche a suscité beaucoup d'intérêts et des participants ont exprimé leur intention de la mettre à jour et de la compléter en y ajoutant les pays fournisseurs. (Présentation « La politique de l'UE en matière de gaz et le paysage gazier européen »)

Pascoe Sabido a donné un aperçu du dernier rapport du CEO « **L'Europe enlisé dans le gaz** » sur le lobby de l'industrie du gaz. Il a évoqué des faits qui ne surprennent personne mais qui ne sont pas moins préoccupants : l'industrie du gaz dépense plus de 30 fois plus que la société civile sur le gaz, ils ont dépensé plus de 100 millions d'euros en 2016 et plus de 1 000 lobbyistes militent pour l'adoption d'une législation en faveur du gaz. Il a également expliqué le lien existant entre les lobbies des énergies renouvelables et les lobbies du gaz. Des entreprises spécialisées dans les combustibles fossiles ont pris le contrôle de deux des principaux lobbies des énergies renouvelables. L'industrie du pétrole veut retarder le plus possible l'adoption des énergies renouvelables, mais fait en sorte de rester crédible en procédant à des investissements marginaux dans ce secteur. Ces mêmes entreprises ont le savoir-faire nécessaire pour exploiter le gaz et souhaitent, par conséquent, le promouvoir comme une solution. Pascoe Sabido a indiqué la nécessité de parler davantage des acteurs concernés dans nos débats sur le gaz, car ils sont souvent un lien évident entre les différents combats. (Présentation « La puissance de feu du lobby gazier »)

Scott Edwards a rappelé que l'amour des États-Unis pour les combustibles fossiles remonte à une époque bien antérieure à celle de Trump et n'est pas une question partisane. Les États-Unis entrent dans une ère où le pays est en train de devenir un exportateur de gaz. Bien qu'un pic de gaz soit attendu en 2020, les exportations de grandes quantités de gaz devraient se poursuivre à long terme. L'administration Trump arrive avec une diminution de la responsabilité et la fin des rapports sur le méthane de l'industrie gazière. Un grand nombre des nouvelles lois proposées en 2017 visait à faciliter l'extraction et l'exportation de combustibles fossiles, avec pour justification la création de nouveaux emplois. Scott Edwards a également expliqué comment les entreprises exploitent de plus en plus le vide juridique pour passer outre les droits de propriété. Le « pouvoir d'expropriation », qui est généralement exercé pour le bien public des citoyens, est maintenant utilisé par des entreprises, désireuses de tirer profit des exportations du gaz, pour déposséder les propriétaires fonciers. Scott a conclu sur une note positive, en soulignant la forte avancée des organisations locales aux États-Unis sur les énergies renouvelables. (Présentation « Politique et tendances concernant les exportations de GNL aux États-Unis »)

Alfons Pérez a expliqué comment les terminaux méthaniers, qui sont plus flexibles et axés sur le marché que les pipelines, sont cohérents avec le discours de diversification de l'UE. Alors que les pipelines ne permettent que des échanges individuels, les terminaux méthaniers donnent accès au gaz de tous les pays dotés de terminaux d'exportation à travers le monde. Le fait que seuls 20 % de la capacité des terminaux existants aient été utilisés en 2015 ne semble pas mettre un frein à l'enthousiasme de l'UE pour le GNL. Cette politique en faveur de la fourniture de gaz mondial a des conséquences. Il a indiqué que « le gaz n'est pas simplement produit, mais extrait ». Cette extraction s'accompagne d'une hausse des prix de l'énergie pour la population locale, d'un accaparement des marchés par les élites, d'un appauvrissement des communautés et d'impacts sur l'environnement. Il est important que nous nommions les choses correctement et que nous expliquions le rôle joué par l'UE dans ces impacts locaux. Il a conclu en soulignant comment la politique de l'UE incite beaucoup de nouveaux pays à rejoindre le marché du gaz et à devenir des exportateurs, en risquant des investissements considérables pour construire des infrastructures d'exportation du gaz et avec des conséquences directes sur la population locale. (Présentation « Chaînes d'approvisionnement mondiales de GNL ou pipelines, marchés gaziers et prix »)

La journée s'est terminée sur la répartition des participants en petits groupes pour discuter plus en détail des éléments du débat et pour leur donner le temps de poser des questions spécifiques.

JOUR 2...

4 Les discours sur le gaz

La matinée du deuxième jour a été consacrée aux « discours », autrement dit à la façon dont le gaz est présenté au monde. Lors de la séance plénière, les participants ont d'abord parcouru des publicités de l'industrie du gaz, en s'attardant sur leurs messages et leurs accroches. Les participants ont ensuite formé des petits groupes pour se concentrer sur les aspects spécifiques qui les intéressaient, avant de remonter les informations en séance plénière :

1) Le jargon autour du gaz : Le groupe a proposé d'utiliser le terme gaz « fossile » en cas de doute. Il a souligné la nécessité d'avoir un glossaire définissant les différents types de gaz (biogaz, gaz renouvelable, etc.).

2) Comment contrer le discours de l'industrie : Le groupe a mis l'accent sur la nécessité de mieux définir nos cibles (consommateurs, travailleurs, etc.) et de remplacer la question « Devrions-nous investir dans le gaz plutôt que dans le charbon ? » par la question « Devrions-nous investir dans les énergies renouvelables plutôt que dans le gaz ? ».

3) L'intersectionnalité du gaz : Le groupe a expliqué que beaucoup de communautés directement concernées ne parlent pas du gaz sous l'angle du climat, mais qu'elles sont préoccupées par la sécurité (tremblements de terre, pollution de l'eau), les moyens de subsistance (agriculture, tourisme), la démocratie, la corruption, le droit foncier, etc. Le gaz est plus qu'un « problème climatique » et cela devrait apparaître dans la façon d'aborder le sujet.

4) Utiliser l'action directe pour changer le discours : Le groupe a montré comment une action directe non violente pourrait être utilisée pour compléter le travail politique/d'élaboration des politiques.

5) Formuler des plaintes contre les publicités trompeuses de l'industrie : Le groupe a appris comment formuler une plainte officielle contre les publicités de l'industrie du gaz quand celle-ci avance des faits erronés.

6) S'associer au mouvement anti-charbon : Les liens entre le mouvement/les travaux anti-charbon et anti-gaz ont été étudiés et jugés essentiels.

5 Travailler avec les chaînes d'approvisionnement

L'après-midi a débuté par un débat sur la difficulté de travailler efficacement avec les chaînes d'approvisionnement. **Frida Kieninger** (Food & Water Europe) a animé le débat entre **Ike Teuling** (Milieudefensie) et **Nnimmo Bassey** (Health of Mother Earth Foundation) sur l'affaire judiciaire contre Shell au Nigeria, **Laure Kervyn** (Amis de la Terre Europe) sur la tournée de conférences Standing Rock, **Regine Richter** (Urgewald) sur les enjeux du Corridor gazier sud-européen et **Aleksandra Koroleva** (Ecodefense) sur la collaboration européenne-russe.

Ike Teuling et Nnimmo Bassey ont présenté le travail que les Pays-Bas et le Nigeria ont accompli conjointement en réponse aux actions de Shell au Nigeria. Nnimmo Bassey a souligné le fait que l'action locale seule ne peut empêcher les grandes entreprises de commettre des crimes contre les populations. Il a expliqué que la solidarité est essentielle dans ces combats car les entreprises sont sensibles à l'opinion de leurs actionnaires. Quand on évoque Shell aux Pays-Bas, ce nom porte un poids qu'ils ne peuvent ignorer. Ike Teuling a attiré l'attention sur le site web Shellwatch, qui montre et compare les discours de Shell et ses actions sur le terrain. Elle a également souligné les importants investissements réalisés par de grandes entreprises, comme Shell, pour garder une image positive dans le pays où elles ont établi leur siège.

Regine Richter a expliqué la difficulté de travailler sur des mégaprojets, tels que le Corridor gazier sud-européen. Elle a insisté sur la nécessité d'une coopération entre différents types d'ONG (finance, lobby, climat, droits de l'homme) pour travailler sur le Corridor gazier sud-européen, en raison de son intersectionnalité. Étant donné que le pipeline traverse plusieurs pays, il est nécessaire d'avoir une connaissance approfondie de la situation politique de tous les pays producteurs et de transit afin d'avoir un réel aperçu des enjeux. Elle a également fait allusion à la complexité de tout travail effectué dans des contextes politiques difficiles : bien que la répression soit un enjeu évident de la campagne, elle a également été employée pour faire pression sur les entreprises et les gouvernements et pour ainsi les inciter à sortir du projet de pipeline pour préserver leur réputation.

Laure Kervyn a partagé son expérience de la tournée Stand Up with Standing Rock. Pendant un mois, quatre activistes autochtones du Dakota Access Pipeline ont participé à diverses activités en Europe : des actions directes dans des banques, des interviews, des conférences, des réunions avec des ONG/activistes et des concerts. Deux de ces activistes sont des artistes hip hop et utilisent leur art pour sensibiliser le public. Depuis cette tournée, les liens qui ont été créés sont restés forts. Il y a eu un appel à une journée d'action mondiale à laquelle ont participé les groupes qui avaient accueilli les activistes autochtones. Une tournée hip hop est en train d'être organisée en Europe et certains activistes européens ont été invités à assister à une Cérémonie de guérison aux États-Unis. La tournée a également permis d'établir des liens entre les différentes luttes. Les activistes de Standing Rock, par exemple, ont découvert le pipeline TAP (Trans-Adriatic Pipeline), ce qui a renforcé

leur conviction et leur discours sur le fait que nous luttons contre un même système, et non contre des projets individuels.

Aleksandra Koroleva a eu l'amabilité de se joindre au débat pour donner un aperçu de la situation dans les pays de l'Est. Elle a voulu nous rappeler deux points essentiels : d'une part, l'UE a besoin du gaz russe et, d'autre part, la Russie veut vendre son gaz. Le projet Nord Stream II en est une parfaite illustration. Elle a souligné à quel point le régime russe dépend de ses ressources naturelles, et notamment du pétrole et du gaz. Si le reste du monde passe aux énergies renouvelables, l'économie de la Russie s'affaiblira, de même que son régime. Le régime fait donc tout son possible pour maintenir les énergies fossiles, même s'il doit enfreindre ses propres lois pour faire avancer ce type de projets. Elle a expliqué que le charbon est, pour beaucoup de Russes, la seule option dont ils disposent pour chauffer leurs domiciles. Le gaz est pour eux un rêve inaccessible, une ressource propre et exceptionnelle. Elle a conclu en rappelant combien il était difficile pour les ONG russes de travailler efficacement en raison des contraintes juridiques auxquelles elles sont confrontées. Elle a encouragé à une meilleure circulation des informations et à la réalisation de davantage de traductions du russe vers l'anglais.

Après le débat, des petits groupes ont été formés autour de chaînes d'approvisionnement spécifiques (pipeline Nigeria-Maroc, Nord Stream II, chaîne d'approvisionnement transatlantique USA - Europe) ou autour d'un thème spécifique (finance/marché, gaz de schiste, COP23). Il a été demandé à chaque groupe de définir « 3 questions, 3 activités et 3 acteurs » par rapport à leur sujet pour permettre le débat. C'était l'occasion de prendre le temps de mieux connaître les personnes travaillant dans le même domaine et de commencer un travail coordonné. À la suite de cela, un groupe de travail transatlantique a été lancé et des plans ont été esquissés pour la COP23.

6 Étapes décisives pour une vision à long terme

Le deuxième jour s'est conclu en mettant l'accent sur la vision à long terme : Quel est l'objectif final des participants ? Lors de la séance plénière, le Collectif Gastivists a mené une brève réflexion sur l'avenir à long terme, en invitant les participants à réfléchir sur le type de système dans lequel ils aimeraient vivre. Après cette réflexion, les participants ont discuté en petits groupes des étapes décisives qui leur permettraient de réaliser ce futur.

Ils ont proposé les étapes décisives suivantes : des alliances (vastes, au bon moment, stratégiques); l'élaboration d'une vision commune; mettre l'accent sur les enjeux plus vastes (colonialisme, système économique) et établir un lien entre les différentes luttes; communiquer le concept de bulle gazière, le relier à la crise financière et redéfinir le niveau de profit acceptable; remplacer les actions individuelles par des actions collectives pour changer le système; la diffusion des connaissances; une catastrophe écologique/liée au gaz.

Les participants ont gardé ces éléments en mémoire pour la séance du lendemain consacrée aux activités stratégiques.

JOUR 3...

7 Développement de stratégies et planification d'activités communes

La dernière journée de la conférence 2017 a été axée entièrement sur le développement d'activités communes, dans le cadre d'une stratégie plus vaste pour lutter contre le gaz. Par petits groupes, les participants ont défini quatre activités principales sur lesquelles, selon eux, le mouvement contre le gaz devrait se concentrer pour l'année à venir. Lors de la séance plénière, une fois les activités présentées, tous les participants ont indiqué ce qu'ils estimaient essentiel et où ils pourraient consacrer leur temps et leurs efforts. Après un débat intense mais productif, il a été choisi de se concentrer sur un ensemble de six activités : échanges entre communautés, tournée de conférences, travail de proximité, action collective, recherche, animation de réseaux (ces six activités sont décrites plus en détail dans la section suivante). Durant l'après-midi, des petits groupes ont discuté de ces activités spécifiques et décidé des étapes à suivre. Les petits groupes ont ensuite remonté les informations en séance plénière où d'autres participants ont pu faire part de leur souhait de rejoindre un groupe de travail. La journée s'est terminée avec une courte évaluation et des remerciements sincères pour tous les participants et les organisateurs !

LES RESULTATS DE LA CONFERENCE

Les participants ont défini les activités sur lesquelles, selon eux, le mouvement contre le gaz devrait se concentrer pour l'année à venir. Le choix s'est porté sur un ensemble de six activités : échanges entre communautés, tournée de conférences, travail de proximité, action collective, recherche et animation de réseaux.

1 Échanges entre communautés

Le fait de permettre à un membre d'une communauté d'expliquer les risques et les enjeux du gaz a bien plus d'impact que de faire appel à des « experts » ou à des « employés d'ONG » extérieurs. Les communautés ont des préoccupations différentes et développent des stratégies distinctes de celles des ONG. Cet axe de travail a pour but de faciliter les rencontres entre les communautés qui sont en première ligne, car elles travaillent au même « niveau ». Cela serait organisé de manière bilatérale ou régionale grâce à des échanges entre communautés et/ou à des rencontres spécifiques entre les communautés directement concernées. Ces espaces permettraient aux communautés de partager leurs expériences, leurs luttes et de tirer un enseignement mutuel. Le groupe de travail a convenu d'essayer de faciliter un échange entre des pays d'Afrique et un échange au sein du Royaume-Uni. Une réunion internationale a également été proposée et pourrait potentiellement être intégrée à une prochaine conférence sur le gaz. La nécessité d'affecter une organisation ou une personne à ce projet a été soulignée. La première action du groupe de travail est de dresser une liste globale des organisations qui travaillent sur ces questions.

2 Tournée de conférences

La nécessité d'adapter le concept classique de la tournée de conférences a été soulignée. Les besoins sont susceptibles de varier selon les pays et les contextes, et une unique activité commune pourrait ne pas toujours être pertinente. Les participants ont estimé qu'une tournée pour promouvoir une intervention spécifique ou de multiples événements sur une même période/dans un même cadre seraient de bonnes options. La diversité des formats a également été présentée comme une opportunité à étudier : des récits d'histoires en direct, des enregistrements vidéo de multiples communautés en première ligne, une vidéo contrant le discours pro-gaz, etc., autant d'outils qui pourraient être utilisés pendant la tournée.

3 Travail de proximité

La nécessité d'entrer en contact avec certains groupes et mouvements a été soulignée. Mais entrer en contact avec qui exactement ? Et pourquoi ? Trois cibles principales ont été définies comme des priorités :

Le mouvement anti-charbon : Les participants ont exprimé une volonté commune de travailler davantage avec les organisations anti-charbon. L'un des premiers objectifs est d'aider à mieux comprendre le gaz et comment il trouve sa place dans une sortie

progressive du charbon. De nombreuses ressources (sur les fuites de méthane, les effets de verrouillage, les impacts sur les communautés, etc.) sont disponibles, mais doivent encore être mises sous forme de fiches d'informations claires et compréhensibles, potentiellement sous l'angle du charbon. La première tâche de cet axe de travail consiste à cartographier les groupes travaillant sur le charbon et leur position concernant le gaz. Plusieurs organisations travaillent sur le charbon et sur le gaz et seraient donc des acteurs importants à contacter. Il a été communément admis qu'il y a beaucoup de leçons à tirer des réussites et des erreurs du mouvement anti-charbon.

Les groupes sur l'extractivisme : Les éléments inhérents au racisme environnemental et au néo-colonialisme, qui sont ancrés dans l'extraction et la consommation du gaz, ont été évoqués. Toutefois, il a été souligné que la situation varie dans chaque pays/région. La première étape consiste à mieux comprendre ces liens et à cartographier les groupes qui étudient déjà cette question de sorte à en tirer un enseignement (ex. : les nombreux groupes environnementaux sud-américains travaillant dans ce domaine). Il a également été préconisé d'approfondir les liens avec les groupes présents à la conférence qui travaillent déjà sur l'extractivisme.

Les syndicats : Les syndicats ont été vus comme des acteurs essentiels avec lesquels développer des relations authentiques dès le départ. Il est nécessaire de sensibiliser les groupes gaziers aux exigences des travailleurs des combustibles fossiles, et d'expliquer à ces mêmes travailleurs nos préoccupations concernant le gaz. Il a été souligné que nous devrions aller dans le sens d'un manifeste international avec des exigences communes et variées entre les travailleurs des combustibles fossiles et les ONG du gaz. Les participants ont insisté sur l'importance de mettre en avant des histoires et des exemples positifs de luttes communes.

4 Action collective

L'idée d'organiser une action collective (pendant une journée ou une certaine période) en septembre 2018 a suscité un fort enthousiasme. Il a été décidé d'employer les mois suivants, tout en participant à des discussions et à des processus internationaux, à mieux évaluer la faisabilité du projet. La décision finale de développer ou non l'idée et de définir son cadre exact sera prise en janvier 2018. Le groupe de travail a défini que l'intervention se fonderait sur des demandes de justice et serait menée par des organisateurs locaux.

5 La recherche

Amis de la Terre Europe et Food & Water Europe ont réalisé conjointement une recherche approfondie sur les 28 états membres de l'Europe et sur leur situation par rapport au gaz (offre, demande et infrastructure). Cet axe de travail vise à continuer à alimenter cette recherche et à ajouter des informations sur les pays manquants (en particulier, sur les pays fournisseurs de gaz). D'autres pistes de recherche, tels que les liens avec les énergies renouvelables et une compilation des impacts scientifiques du gaz sur le climat, ont été proposés.

6 Animation de réseaux

Le dernier axe de travail est consacré à l'animation de réseaux. En d'autres termes, il s'agit de s'assurer que les personnes qui participent à la conférence restent en contact et continuent à travailler ensemble. Le groupe a proposé d'avoir des réunions bimensuelles (par internet) consacrées à la coordination des différents axes de travail et au partage d'informations sur des luttes/campagnes spécifiques. Il a également été considéré qu'une plateforme pour partager les informations et réunir les ressources existantes serait utile. Les participants espèrent voir une troisième conférence de la Rosa-Luxemburg-Stiftung Bruxelles sur le gaz en 2018.

ÉTAPES A SUIVRE

La conférence s'est terminée il y a deux mois seulement, mais les groupes avancent déjà dans leur travail et mettent à profit les liens qu'ils ont créés. Les axes de travail sont en train d'être mis formellement en ligne et avancent à leur propre rythme. La première réunion de coordination a eu lieu fin octobre 2017 (par internet), pour donner un aperçu des axes de travail et faire le point sur la lutte concernant le TAP. La prochaine aura lieu en décembre 2017.

Pour rejoindre les réunions bimensuelles ou un axe de travail spécifique, écrivez à hello@gastivsts.org. Pour rejoindre la liste de diffusion « beyond-gas » (« alternative au gaz »), mise en place après la conférence sur le gaz de 2016, écrivez à fkieninger@fweurope.org ou à marlis.gensler@rosalux.org.

Plusieurs groupes ont assisté à la Conférence de l'ONU sur le changement climatique (COP23) à Bonn et ont organisé des ateliers, des événements et des actions sur le gaz. Le Collectif Gastivists a lancé une invitation à participer à une réunion stratégique à Bonn pour discuter des axes de travail avec de nouveaux groupes, ainsi qu'avec ceux qui ont participé à la conférence. Pour plus d'informations, écrivez à : noelie@gastivsts.org.

Auteure: Noelie Audi-Dor, Collectif Gastivists,
noelie@gastivsts.org

Contact: Marlis Gensler, Rosa-Luxemburg-Stiftung Bruxelles,
marlis.gensler@rosalux.org

Site web et présentations:

<http://www.rosalux.eu/eventdetail/event/global-gas-lock-in-linking-north-south-resistance/>

PROGRAMME

Jour 1

Vue d'ensemble:

- 1) Cartographie des campagnes contre le gaz et des connexions ;
- 2) Campagnes et luttes contre le gaz (débat et world café);
- 3) L'UE, moteur du gaz dans le monde (débat et groupes de travail).

Objectifs:

Savoir qui est dans la pièce, comprendre les différents contextes et enjeux ; étudier les multiples angles utilisés pour définir le gaz et la situation géopolitique globale.

Jour 2

Vue d'ensemble:

- 4) Les discours sur le gaz;
- 5) Travailler avec les chaînes d'approvisionnement (débat et groupes de travail);
- 6) Objectifs à long terme.

Objectifs:

Travailler sur les discours utilisés pour promouvoir le gaz et sur les outils pour contrer ces discours ; montrer la difficulté à travailler avec les chaînes d'approvisionnement ; réflexion sur l'avenir dont nous voulons.

Jour 3

Vue d'ensemble:

- 7) Séance de stratégie; Définition des axes de travail (débat et groupes de travail); Évaluation et clôture.

Objectifs:

Élaboration d'un éventail d'activités que nous souhaitons privilégier pour 2018.

